Budget italien : L'Italie propose de baisser son déficit public à 2,04% du PIB en 2019 (MàJ)

12/12/2018 à 21h12

Bruxelles, 12 déc 2018 (AFP) – Le gouvernement italien a proposé mercredi à Bruxelles de ramener son déficit public à 2,04% du PIB en 2019, au lieu de 2,4%, dans l'espoir de mettre fin au bras de fer avec l'UE et d'échapper à une procédure d'infraction.
Le chef de la coalition populiste au pouvoir à Rome, Giuseppe Conte, a formulé cette proposition lors d'une rencontre dans la capitale belge avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

"Un travail technique nous a permis d'obtenir une marge de négociation parce que nous avons récupéré quelques ressources financières", a expliqué M. Conte.

"Ces ressources financières, nous les utilisons maintenant pour cette négociation avec la commission. D'un solde final de 2,4%, nous avons pu descendre à 2,04%", a-t-il ajouté.

Une porte-parole de l'exécutif européen avait affirmé à l'issue de cette réunion que "de bons progrès" avaient été accomplis, sans donner plus de détails.

"La Commission européenne va maintenant évaluer les propositions reçues cet après-midi. Les travaux se poursuivront dans les prochains jours", a-t-elle ajouté.

(…)

Atlantico

04/12 : Le chef du gouvernement italien promet un nouveau budget « dans les prochaines heures »

Giuseppe Conte a promis mardi 4 décembre qu'un nouveau budget italien pour 2019 serait présenté « dans les prochaines heures ». La Commission européenne, qui avait retoqué le 23 octobre le projet de budget de Rome, a salué le « changement de ton » de la coalition au pouvoir.

« Mon objectif est d'éviter à l'Italie une procédure d'infraction faisant mal à notre pays et qui risque également de faire mal à l'Europe. Je suis en train de mettre au point la proposition que l'Union européenne ne pourra pas ne pas prendre en considération. Elle arrivera dans les prochaines heures », a-t-il déclaré dans un entretien mardi au quotidien italien *Avvenire*.

La proposition « ne compromet en rien les intérêts des Italiens ni les réformes programmées. J'ai quelques projections sur l'impact économique de la "quota 100" [la réforme des retraites avec un départ anticipé] et du revenu de citoyenneté. Cela peut me donner une marge de manœuvre à dépenser et à utiliser dans la négociation » avec l'UE, a ajouté Giuseppe Conte.

(…)

« Nous faisons des progrès dans nos discussions avec les autorités italiennes », a souligné de son côté le commissaire aux Affaires économiques Pierre Moscovici, notant « un changement de méthode » de la part des autorités italiennes. « Nous allons à la fois continuer le dialogue, inlassablement […] et en même temps continuer à préparer les décisions » pour la procédure d'infraction, a-t-il insisté.

Le patronat italien a de nouveau vivement critiqué lundi la

loi de finances, estimant qu’elle ne favorisait en rien la croissance, et demandé son changement.

Ouest France